

Réf : FREQ/IT/n° 2014-2

Monsieur Benoît Loutrel
Directeur général

ARCEP
7 square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15

Nançay, le 11 avril 2014

Objet : Observation sur la Décision fixant les conditions d'utilisation du service MCA

Monsieur le Directeur général,

Le Ministère de la Recherche fait part d'une observation concernant la décision en consultation « fixant les conditions d'utilisation des installations radioélectriques en vue de fournir un service de communications mobiles à bord d'aéronefs circulant dans l'espace aérien français ».

- Les installations visées à l'article 2 de la décision, ne doivent pas occasionner de brouillages préjudiciables au service de radioastronomie, utilisateur de la bande 2655-2690 MHz à titre secondaire et de la bande 2690-2700 MHz à titre primaire. La PIRE totale à l'extérieure de l'aéronef émise par ces installation ne doit pas excéder, pour une altitude de 3000 m, -66,4 dBm/10 MHz dans chacune des deux bandes précédentes, tel que défini dans les rapports 48 et 187 de la CEPT. Ce niveau a été défini dans un cas simple avec un seul avion en ligne de vue d'un observatoire. Le rapport 187 note qu'un complément d'étude serait nécessaire pour considérer plusieurs avions.
- Le niveau maximum de la PIRE totale à l'extérieure de l'aéronef, émise par la NCU, la BTS aérienne ou le nœud aérien dans la bande 2570-2690 MHz, est définie dans la décision 2013/654/UE pour différentes altitudes. Pour une altitude de 3000 m, la valeur est de 1,9 dBm/4,75 MHz équivalente à 5,13 dBm/10 MHz. Ces niveaux s'appliquent à partir du 1^{er} janvier 2017.

Le niveau maximum de PIRE défini ci-dessus devra donc respecter la protection du service de radioastronomie, en plus de la valeur définie dans la décision européenne. Pour le cas en co-canal de la bande 2655-2690 MHz, la valeur de -66,4 dBm/10 MHz est très inférieure à la valeur de la décision européenne.

1/2

Pour le cas en canal adjacent de la bande 2690-2700 MHz, les niveaux d'émissions non désirés de la NCU s'appliquent. Il sera nécessaire de s'assurer que ces niveaux restent inférieurs au seuil de brouillage préjudiciable.

Dans ces deux cas, un complément de conditions concernant les équipements NCU apparaît nécessaire, afin de considérer en amont la protection du service de radioastronomie.

Je vous prie de recevoir, monsieur le Directeur général, mes plus cordiales salutations

M. Ivan Thomas,

Représentant du Ministère de la Recherche à l'Agence des Fréquences

